

MDG High Level Event 25 September 2008

Round table "Poverty and Hunger" Statement by Belgium

Chers collègues,

- Le bilan qui nous est présenté se résume ainsi : Il y a des progrès, mais ils sont insuffisants et certains secteurs accusent des retards très préoccupants. Comme l'indique le rapport du secrétaire général, ce sont surtout dans les domaines liés à la mortalité maternelle et infantile que les performances sont très insuffisantes.
- Nous constatons également que les résultats globaux sont répartis d'une façon inégale entre les pays avec - en plus - des **disparités croissantes au sein même des pays**. Le « Global Monitoring Report 2008 » de la Banque Mondiale nous apprend que l'inégalité des revenus mesurés par le coefficient de Gini s'est accru dans la plupart des pays en développement. Puisque les statistiques sur la réalisation des OMD nous parviennent en moyennes par pays, cela pourrait très bien signifier que certains pays progressent en chiffres globaux alors que les groupes les plus pauvres de leur population régressent. Cela semble indiquer que nous avons oublié d'introduire une dimension d'équité en formulant les objectifs il y a huit ans. En effet, équité n'est pas seulement, et tout d'abord, une question de justice sociale, c'est aussi une question d'efficacité économique car les inégalités de revenus se traduisent en inégalités des opportunités et une allocation inefficace des ressources. Inversement, l'exemple de certains pays, tel que le Vietnam, démontre que croissance rapide combiné avec égalité conduit à des succès retentissants dans la réduction de la pauvreté.
- Poussant l'analyse un peu plus loin, nous sommes interpellés par plusieurs autres facteurs qui déterminent les chances d'aboutir d'ici 2015 aux objectifs que nous nous sommes fixés en 2000. Je n'en cite que deux :

Premier facteur : la flambée récente des prix agricoles qui risque de réduire à néant les quelques progrès enregistrés.

Il faut structurellement renforcer la productivité des agriculteurs locaux dans les pays les plus pauvres, importateurs nets de produits alimentaires. Il faut pour cela un renforcement significatif du soutien aux investissements publics et privés dans l'agriculture des pays en voie de développement. Les pays Africains doivent être encouragés à mettre en oeuvre la décision du Sommet de Maputo de 2003 de consacrer 10% de leurs ressources budgétaires à l'agriculture. La Belgique de son côté plaide pour que les pays donateurs consacrent 10% de leur aide publique au développement à ce secteur vital à l'horizon 2010. La Belgique s'engage elle-même dans ce sens.

- **Deuxième facteur : l'impact, devenu incontestable, des changements climatiques sur la réalisation des OMD.**

L'impact du réchauffement de la planète sur quelques éléments cruciaux pour notre économie et notre mode de vie est impressionnant et difficilement contrôlable. Je ne cite que le fonctionnement du 'courant chaud océanique', le Gulfstream sur la production agricole, et l'effet de la fonte des calottes sur la disponibilité d'eau potable. Ces défis représentent une menace réelle que nous ne devons plus ignorer. Il n'y a pas de Nord ou de Sud dans ce contexte. Son impact est global et affecte tout les pays du monde. Et c'est tous ensemble que nous devons nous mettre d'accord sur les mesures à prendre.